

LE SYNDICALISME DE CLASSE DOIT S'INVITER DANS LA CAMPAGNE ÉLECTORALE...

Les périodes électorales voient souvent revenir les mêmes débats, les mêmes questionnements sur le rôle et la place que doivent y occuper les organisations syndicales de travailleurs. Entre ceux qui veulent les mettre au pas sous la direction d'un parti politique et de son candidat et ceux qui prônent une indépendance héritée d'une conception du syndicalisme très éloignée de la transformation sociale, il y a une autre voie, qui impose de revenir aux fondamentaux, ceux de l'autonomie ouvrière.

PAS DE CANDIDAT, MAIS DES REVENDICATIONS

L'État n'étant qu'une institution au service des classes dominantes, dont elle s'attache à préserver les intérêts politiques et économiques, l'émancipation sociale ne saurait pouvoir s'incarner dans des élections qui ne visent qu'à renouveler les individus qui le composent et orchestrent ses manœuvres. Et c'est pourquoi les organisations syndicales qui aspirent à une transformation révolutionnaire de la société ne devraient pas pouvoir se retrouver dans un des candidats qui concourent à ces moments faussement démocratiques de nos sociétés, quand bien même ceux-ci se prétendraient ouvriers ou se revendiqueraient de leurs intérêts.

Pour autant, ce n'est pas parce que nous n'avons pas de candidats que nous n'avons pas à nous saisir de ces moments-là, qui, toujours, offrent nombre d'occasions, pour nous travailleurs, de nous exprimer, de nous faire entendre, de faire valoir nos revendications, nos idées. Les candidats sont à l'affût de la moindre voix et c'est à peu près les seuls moments de leur vie où ils sont un tant soit peu à l'écoute de ceux d'en bas. Les mettre face à leurs contradictions, face aux dégâts irréparables de leurs politiques, face à leur cynisme et leur déconnexion du quotidien de ceux qui, chaque jour, produisent les richesses ou se meurent en silence dans la misère sociale, n'est pas sans intérêt. Aussi bien pour déconstruire la posture du sauveur suprême qu'ils adoptent et tentent de nous imposer, que pour pointer la dangerosité qu'incarnent leurs programmes et leurs ego. Le syndicalisme de classe doit intervenir sur ce plan-là, s'imposer comme un interlocuteur qui ne cherche pas à être convaincu par un de ces tristes sires mais à convaincre les travailleurs, les chômeurs, les étudiants que leurs intérêts sont ailleurs, loin de cette vilaine pièce de théâtre. Apporter des idées, raviver le débat idéologique, sans se vautrer dans le fait divers et l'épisode, qui, au final, nous détournent de cette bataille essentielle et protéiforme qu'est celle des idées. Ce n'est pas parce qu'il a donné un emploi fictif à sa femme que François Fillon est un danger, mais parce que ses ambitions menacent notre Sécurité sociale et la plupart de nos acquis sociaux, que ses discours contribuent à propager la haine de l'autre, de l'étranger, et que sa pensée réactionnaire, rétrograde, est une menace clairement formulée contre tout ce que des générations de luttes féministes ont arraché à l'ordre moral. Abstention ou pas, la question ne se pose pas vraiment. Qu'un travailleur vote ou qu'il s'abstienne, qu'il vote blanc ou Philippe Poutou importe peu dans l'immédiat; ce n'est pas le rôle du syndicalisme que de dire quelle attitude nous devrions adopter dans ces moments-là. Ce qui compte, en l'état, et au vu de nos forces, c'est de maintenir les luttes coûte que coûte, quelle que soit l'option que, individuellement, nous aurons retenue. Car non seulement la période est propice pour se faire entendre, mais elle peut aussi permettre d'arracher quelques victoires à des politiciens désireux de nous flatter un peu, du moins de ne pas trop nous braquer. Au-delà des conquêtes, poursuivre le travail d'implantation syndicale pour donner tort à tous ceux qui voudraient tant nous voir enterrés, est essentiel. En cela, la création, en mars, d'un Syndicat C.G.T. de coursiers à vélo est une bonne nouvelle

(1), tant pour ces travailleurs (faux indépendants, vrais précaires) que pour donner tort à ceux qui, depuis des mois, disent que ces nouvelles formes de travail échappent, et échapperont toujours, aux organisations syndicales, présentées comme archaïques, dépassées. En pleine campagne électorale largement dominée par la pensée libérale, où l'on vante à droite, à gauche la flexibilité et la précarité, où l'ubérisation voudrait s'imposer toujours plus, comme modèle de régulation des rapports de production, cette syndicalisation tombe à point nommé. Un peu comme un message adressé au futur gagnant et comme preuve que le syndicalisme est toujours d'actualité et peut être à la hauteur des enjeux que lui impose la brutalité avec laquelle se transforme le marché du travail.

Tous les candidats ne se valent pas, c'est sûr; certains sont moins dangereux que d'autres, c'est une évidence, et nos intérêts de travailleurs pourraient être un peu moins contrariés selon qui revêt l'habit présidentiel. Mais, quel que soit l'heureux élu, les organisations syndicales devront se montrer en mesure de construire les luttes qui s'imposeront pour contrecarrer les attaques à venir ou, excluant toute idée de «trêve», pour exiger l'application immédiate des réformes qui, promises dans les programmes, vont dans le sens de nos intérêts de classe immédiats. En cela, bâtir dès aujourd'hui, en pleine campagne électorale, un ensemble revendicatif autour d'un rapport de force qui exige un minimum d'unité syndicale semble impératif, d'autant que les interventions politiques de chacun des candidats à l'élection peuvent être autant d'occasions et d'espaces publics pour les faire valoir.

LE SYNDICALISME PORTE DÉJÀ EN LUI UN MONDE NOUVEAU

À partir du moment où il se conçoit comme révolutionnaire, le syndicalisme se fait porteur d'un projet de société qui, dans son élaboration théorique comme dans sa construction pratique, n'a pas besoin des avis supposés éclairés des organisations politiques, quelles qu'elles soient, partidaires ou non. Et, au-delà des revendications immédiates, qui relèvent plus de la réforme que de la rupture, c'est un monde nouveau que les organisations syndicales pourraient aussi faire valoir dans les interstices et les failles des interventions médiatiques des candidats à l'élection présidentielle. Pourquoi une confédération syndicale plus qu'un parti ou un groupe politique? Parce qu'elle est la traduction la plus évidente de l'autonomie ouvrière - des travailleurs qui s'organisent eux-mêmes pour défendre leurs intérêts, sans intermédiaires extérieurs -, l'organisation syndicale a toujours été la plus à même de porter un projet de société réellement émancipateur pour notre classe. Parce qu'elle se fonde et s'organise autour de l'oppression la plus largement partagée dans les sociétés capitalistes - à savoir l'exploitation économique -, elle est plus que n'importe qui d'autre, en mesure d'imposer un rapport de force crédible, de masse, qui s'attaque au cœur même du rapport social qui, aujourd'hui, nous écrase. Parce qu'elle se structure et s'implante aussi bien dans les industries que dans les territoires, elle est en mesure d'embrasser l'ensemble des problèmes auxquels nous faisons face et des oppressions que nous subissons, bien au-delà du seul univers du travail.

Mais, bien sûr, tout cela n'est que théorie et, aujourd'hui, les confédérations syndicales sont encore loin de pouvoir prétendre être à la hauteur de telles ambitions. Cela fait longtemps, trop longtemps, que les Bourses du travail et les unions locales de syndicats, censées sortir l'organisation syndicale de l'entreprise et ses revendications des seules conditions de travail, ont perdu de leur élan, de leur dynamisme, qu'elles peinent à exister comme des espaces de sociabilité populaire et de formation. Cela fait longtemps, aussi, que le syndicalisme ne se structure plus localement et industriellement, qu'il préfère s'enfermer et s'éparpiller dans les entreprises, réduisant par là même ses capacités à organiser une vraie grève générale et à s'émanciper d'un corporatisme qui l'éloigne toujours un peu plus de la lutte des classes. À l'origine de cela, le problème est autant militant qu'idéologique. Militant, d'abord, parce que, au «sommet» comme à la «base», la plupart d'entre nous, sommes déjà aujourd'hui tout entiers occupés à construire, développer, renforcer nos propres structures syndicales - souvent affaiblies et victimes du désengagement militant -, dans des dynamiques qui exigent avant tout le pragmatisme, au risque de se couper définitivement du monde du travail. Un problème idéologique ensuite, puisque la construction de notre implantation semble se réaliser sans réelle pensée stratégique, uniquement en fonction des opportunités ou en réaction à ce qui peut se faire ailleurs.

Mais il n'empêche que, malgré nos défaillances et l'amenuisement de nos forces, travailler à ces objectifs sera toujours plus stimulant, plus intéressant, plus important pour nous que de nous résoudre tous les cinq ans à porter au pouvoir un politicien que, bientôt, très vite, l'on regrettera. Car le syndicalisme nous propose

(1) Il restera toutefois à les convaincre de rejoindre (d'impulser?) des syndicats locaux d'industrie sous forme de section ou une union syndicale plutôt que la forme du syndicat de métier choisie ici, avec toutes les limites corporatistes qu'on connaît.

de nous saisir - ressaisir? - dès maintenant de notre quotidien, de nos intérêts, et non de ceux d'une petite classe politique qui se moque bien, au fond, de nos vies. Mais, surtout, malgré son délitement, le syndicalisme reste encore aujourd'hui l'acteur majeur et incontournable des luttes sociales et il présente l'indéniable avantage de ne pas exiger de partir de rien pour construire demain. Tout est là, en somme. Il nous faut juste le réinvestir, nous le réapproprier.

Guillaume GOUTTE
*Groupe anarchiste Salvador-Segui
Syndicat des correcteurs C.G.T.*
